

Brochure n° 3232 | Convention collective nationale

IDCC : **1606** | **BRICOLAGE**
(Vente au détail en libre-service)

Accord du 6 octobre 2020

relatif à la mise en œuvre du dispositif de reconversion
ou de promotion par alternance (« Pro-A »)

NOR : ASET2050921M

IDCC : 1606

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FMB,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FNECS CFE-CGC ;

CFDT services,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

En application de l'ordonnance n° 2019-861 du 21 août 2019 visant à assurer la cohérence de diverses modifications législatives avec la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel », il a été confié aux branches professionnelles la détermination d'une liste de certifications professionnelles éligibles à la reconversion ou promotion par alternance (« Pro-A »).

Ces certifications doivent respecter les critères de forte mutation de l'activité et de risque d'obsolescence des compétences.

Dans ce cadre, le présent accord détermine les certifications professionnelles éligibles à la reconversion ou promotion par alternance (« Pro-A ») et les modalités d'actualisation et de mise en œuvre de cette dernière dans la branche du bricolage.

Article 1^{er} | Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises comprises dans le champ d'application géographique et professionnel déterminé par l'article 1^{er} de la convention collective nationale du bricolage.

2.1. Public éligible

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, le dispositif « Pro-A » est destiné :

- aux salariés en contrat de travail à durée indéterminée ;
- aux salariés bénéficiaires d'un contrat unique d'insertion (CUI) à durée indéterminée ;
- aux salariés placés en position d'activité partielle, mentionnée à l'article L. 5122-1 du code du travail.

Conformément à l'article L. 6324-2 du code du travail, la reconversion ou promotion par alternance concerne les salariés dont la qualification est inférieure ou égale à un niveau déterminé par décret.

2.2. Durée

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, les contrats conclus dans le cadre des actions de reconversion ou de promotion par alternance sont d'une durée comprise entre 6 et 12 mois qui peut être portée jusqu'à 24 mois lorsque la nature des qualifications envisagées l'exige et, pour les publics prioritaires définis par la loi, jusqu'à 36 mois.

Les actions de positionnement, d'accompagnement, d'évaluation ainsi que les enseignements généraux, professionnels et technologiques sont d'une durée comprise entre 15 %, sans être inférieure à 150 heures, et 25 % de la durée totale du contrat. Toutefois cette durée pourra être portée à 50 % de la durée totale du contrat lorsque l'action de formation l'exige pour atteindre les compétences visées.

Aucune durée minimale n'est applicable aux actions d'acquisition du socle de connaissances et de compétences ainsi qu'aux actions de VAE.

2.3. Mise en œuvre

La mise en œuvre d'une action de reconversion ou de promotion par alternance doit prévoir :

- une formation en alternance prévoyant, dans une progression pédagogique cohérente, des temps réguliers de formation alternés en centre de formation et en entreprise ;
- un avenant au contrat de travail.

L'action de reconversion ou de promotion par alternance peut être mise en œuvre à l'initiative de l'employeur ou du salarié, sous réserve de l'accord des deux parties.

La reconversion ou la promotion par alternance peut s'inscrire en complément du plan de développement des compétences de l'entreprise mis en œuvre à l'initiative de l'employeur ou du compte personnel de formation (CPF) mis en œuvre à l'initiative du salarié.

2.4. Critères de prise en charge financière

Les critères de prise en charge (éventuellement les salaires et les frais annexes) pour ce dispositif seront décidés par la section paritaire professionnelle (SPP) et, le cas échéant, par la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation (CPNEFP) de la branche, dans le cadre des règles fixées par l'OPCO de la branche.

Article 3 | Les certifications concernées par le dispositif « Pro-A »

Les parties au présent accord ont mandaté la CPNEFP de la branche pour établir une liste de certifications professionnelles qui figure en annexe du présent accord, ainsi que la justification de ces choix au regard des critères légaux de forte mutation de l'activité et de risque d'obsolescence des compétences.

Elles donnent mandat à la CPNEFP de la branche pour réexaminer au moins une fois par an et faire évoluer si nécessaire la liste figurant en annexe, en fonction notamment de l'évolution des certifications et des besoins en compétences des salariés, dans le cadre légal et réglementaire du dispositif « Pro-A ».

Afin de permettre une actualisation régulière de la liste en annexe 1, les parties prévoient que toute nouvelle certification enregistrée au RNCP qui se substituerait à une certification mentionnée à la présente liste, serait prise en compte dans la liste sous son nouveau numéro de fiche RNCP et sous sa nouvelle appellation.

Article 4 | Stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante (50) salariés

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante (50) salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail, dans la mesure où l'accord a vocation à s'appliquer uniformément à toutes les entreprises de la branche quelle que soit leur taille.

Article 5 | Les modalités conventionnelles de l'accord

5.1. Durée de l'accord et date d'application

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il prend effet au lendemain de la date de publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

5.2. Notification et validité de l'accord

La partie la plus diligente des organisations signataires de l'accord en notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

La validité des présentes dispositions est subordonnée à l'absence d'opposition de la majorité des organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ d'application de la convention collective. L'opposition est exprimée dans le délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'accord.

Il peut être révisé selon les conditions prévues à l'article 2.3.2 de la convention collective nationale du bricolage.

Il peut être dénoncé dans les conditions prévues par l'article 2.3.1 de la convention collective du bricolage.

5.3. Dépôt et demande d'extension

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente auprès de la direction générale du travail, et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris. Les parties signataires conviennent de procéder à la demande d'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 6 octobre 2020.

(Suivent les signatures.)

Annexe 1 Liste des certifications éligibles à la « Pro-A »

Métiers	Sanction	Libellé	Fiche RNCP	Niveau
Agent logistique	CAP	Opérateur/opératrice logistique	22689	3
	BEP	Logistique et transport	7387	3
	Titre professionnel	Cariste d'entrepôt	34857	3
	Titre professionnel	Agent magasinier	1852	3
	Titre professionnel	Préparateur de commandes en entrepôt	34860	3
	Bac pro	Logistique	1120	4
Responsable d'équipe/responsable d'exploitation logistique	Titre professionnel	Technicien(ne) en logistique d'entreposage	1899	4
	DUT	Gestion logistique et transport	2462	5
	Titre professionnel	Technicien supérieur/technicienne supérieure en méthodes et exploitation logistique	1901	5
	BTS	Transport et prestations logistiques	12798	5
	Licence professionnelle	Management des processus logistiques (fiche nationale)	29992	6
	Titre RNCP	Responsable logistique	23939	6
	Titre RNCP	Responsable de la chaîne logistique	16886	6
	Licence professionnelle	Logistique et systèmes d'information (fiche nationale)	29989	6
	Licence professionnelle	Logistique et pilotage des flux (fiche nationale)	29988	6
	Titre RNCP	Responsable des opérations logistiques	15336	6

Métiers	Sanction	Libellé	Fiche RNCP	Niveau
Responsable d'équipe/responsable d'exploitation logistique	Titre RNCP	Responsable en logistique et transports	2577	6
	Titre RNCP	Responsable de production transport logistique	34190	6
Responsable QSE (qualité, sécurité environnement)	Titre RNCP	Responsable qualité sécurité environnement	16325	6
Vendeur en magasin	Bac pro	Métiers de l'accueil	32049	4
	Bac pro	Métiers du commerce et de la vente/option A animation et gestion de l'espace commercial	32208	4
	Titre professionnel	Vendeur(se)-conseil en magasin	13620	4
	Titre	Vendeur conseiller commercial	23932	4
	Titre professionnel	Responsable de rayon	1893	4
	BTS	Management commercial opérationnel	34031	5
	BTS	Négociation et digitalisation de la relation client	34030	5
	BTS	BTS technico-commercial	4617	5
	Titre professionnel	Manager d'unité marchande	32291	5
	Titre	Gestionnaire d'unité commerciale option généraliste, option spécialisée	23827	5
	DUT	Techniques de commercialisation	2927	5
	Titre RNCP	Gestionnaire de l'administration des ventes et de la relation commerciale	28662	5
	Mention complémentaire	Vendeur conseil en produits techniques pour l'habitat	21466	4
Manager/responsable de magasin	Titre RNCP	Manager de rayon	34558	5
	Titre RNCP	Chargé(e) de clientèle	34809	5
	Licence professionnelle	Commerce et distribution	29740	6
	Licence professionnelle	Management et gestion des organisations (fiche nationale)	30086	6
	Titre	Responsable de la distribution	27365	6

Métiers	Sanction	Libellé	Fiche RNCP	Niveau
	Titre RNCP	Responsable opérationnel de la distribution	19369	6
	Titre	Responsable du développement de l'unité commerciale	26187	6
	Titre	Responsable marketing et commercial	18000	6
	Titre	Responsable du développement commercial	13596	6
	Titre	Responsable de centre de profit en distribution	29441	6
	Titre RNCP	Responsable en développement marketing et vente	19384	6
	Titre RNCP	Manager commerce Retail	34329	6
	CAP	Employé de commerce multispécialités	684	3
Employé de commerce	Titre RNCP	Employé polyvalent du commerce et de la distribution	28736	3
	Titre professionnel	Employé de commerce en magasin	8812	3
Merchandiser	Titre RNCP	Décorateur Merchandiser	23872	5
Visual Merchandiser	Titre RNCP	Visual Merchandiser	23651	5
Responsable Merchandiser	Titre RNCP	Responsable Visual Merchandiser	23970	6
UX Designer	Titre RNCP	Développeur web/développeur web et web mobile	13595	5
	Licence professionnelle	Métiers du numérique : conception rédaction et réalisation Web (fiche nationale)	29971	6
	Titre RNCP	Concepteur de projets en design et arts graphiques, options : design graphique, design numérique, design d'espace, design produits, design de mode, illustration et animation	30719	6
	Titre RNCP	Concepteur designer graphique	31185	6
Responsable d'équipe/responsable d'exploitation logistique	Titre RNCP	Manager des opérations logistiques internationales	14528	7
	Titre RNCP	Manager de la Supply chain et achats (MS)	32227	7
	Titre RNCP	Manager achats et Supply chain	26146	7
	Titre RNCP	Manager des achats et de la chaîne logistique – Supply chain (MS)	26948	7

Métiers	Sanction	Libellé	Fiche RNCP	Niveau
	Titre RNCP	Manager de la chaîne logistique et achats (MS)	23011	7
	Titre RNCP	Manager transport, logistique et commerce international	27048	7
	Master	Gestion de production, logistique, achats (fiche nationale)	34032	7
Manager/responsable de magasin	Master	Marketing, vente	31501	7
	Titre RNCP	Manager du développement commercial	11541	7
	Titre RNCP	Manager marketing data et commerce électronique (MS)	30417	7
	Titre RNCP	Manager dirigeant	30814	7
	Titre RNCP	Manager marketing direct et commerce électronique (MS)	21775	7
Data Analyst/Data Miner	Titre ingénieur	Diplôme d'ingénieur de l'École internationale des sciences du traitement de l'information – spécialité génie mathématique.	8987	7
	Licence professionnelle	Métiers du décisionnel et de la statistique (fiche nationale)	29969	6
Développeur	Titre d'ingénieur	Architecte logiciel -développeur(euse) d'applications	9874	7
	Titre RNCP	Développeur(euse) d'applications Full Stack	28194	6
	Titre RNCP	Lead développeur(euse) – Lead Developer	28719	7
	Titre RNCP	Développeur(euse) Full Stack Big Data	32123	7
Analyst Test et validation	Licence professionnelle	Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels	29966	6
Administrateur d'infrastructures/systèmes et réseaux	Titre RNCP	Administrateur de réseaux informatiques et sécurité des systèmes d'information et de communication	31954	5
	Licence professionnelle	Réseaux et télécommunications réseaux et génie informatique	7512	6

Annexe 2 Informations relatives aux choix permettant de justifier les certifications professionnelles retenues pour les actions de reconversion ou de promotion par alternance (« Pro-A »)

Le commerce de détail et la distribution, dont le secteur du bricolage et de l'aménagement de la maison, sont impactés par les acteurs de la vente en ligne (GAFA, Pure Player...) et doivent s'adapter en relevant plusieurs défis afin de renforcer leur compétitivité et préserver ainsi l'emploi sur le territoire national. Dans un environnement de plus en plus concurrentiel, les magasins de bricolage le renforcement des compétences de leurs salariés devient un atout indispensable pour permettre aux magasins de bricolage de s'adapter à la mutation de la relation client.

L'étude EDEC signée le 3 octobre 2017^[1] relative aux impacts de la transition numérique sur les entreprises du commerce menée par l'observatoire prospectif du commerce sous l'égide du ministère du travail, a, entre autres, mis en exergue trois domaines sur lesquels le renforcement des compétences devient un enjeu prioritaire afin d'éviter leur obsolescence :

■ La gestion de la relation client :

- maîtriser les nouveaux codes de la relation client ;
- maîtriser les outils numériques ;
- mieux appréhender le client en établissant une relation client plus approfondie et plus personnalisée ;
- capter et appréhender les nouveaux consommateurs qui découvrent l'univers du bricolage ;
- s'adapter aux nouvelles exigences et aux évolutions des attentes des clients (accueil, conseil et relationnel plus poussés et personnalisés) et des modes d'achats ;
- fluidifier et personnaliser le parcours client ;
- développer l'information et le conseil technique au client ;
- mieux communiquer et interagir avec ses communautés de clients, notamment à travers les réseaux sociaux.

■ L'optimisation de la chaîne logistique :

- optimiser les approvisionnements et la gestion des flux logistiques dans une logique de développement durable et de responsabilité environnementale ;
- sécuriser la chaîne logistique en minimisant les risques naturels, sociaux, économiques ;
- utiliser de nouveaux outils de supervision et de pilotage ;
- intégrer la chaîne logistique dans la relation client au niveau des magasins de bricolage.

■ Le management de proximité :

- faire évoluer le rôle d'animation des managers pour accompagner les évolutions des organisations et leurs adaptations au changement ;
- adapter les modes de management et les conditions de travail aux nouvelles attentes des salariés et aux besoins des entreprises ;

[1] L'accord-cadre de l'EDEC commerce est disponible à l'adresse suivante : https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/edec_commerce_et_distribution.pdf et les études réalisées dans le cadre de l'EDEC commerce sont téléchargeables à l'adresse suivante : <https://www.lopccommerce.com/branche-professionnelle/observatoire-prospectif-du-commerce/panoramas-et-etudes-de-branche/>.

- sécuriser les parcours professionnels en misant sur la formation et en accompagnant le développement des compétences des salariés.

Ce renforcement en compétences, pour sécuriser les parcours professionnels, est d'autant plus important que le commerce est un secteur jeune et intégrateur sur le marché du travail, favorisant l'insertion. Cela justifie l'acquisition de compétences de base « cœur de métier » délivrées par les premiers niveaux de certifications professionnelles.

Par ailleurs, le développement omni-canal des entreprises nécessite un développement et un renforcement des compétences dans les métiers de la Data. Ces métiers prennent une place croissante dans l'analyse des données afin d'optimiser les parcours utilisateurs et les ventes.

Les entreprises doivent en outre renforcer l'attractivité de leurs magasins physiques, où la recherche d'expérience unique vécue en magasin devient un élément clé de fréquentation, et donc de dynamisme économique. Ces nouvelles exigences impacteront directement les activités relatives au merchandising.

Pour répondre à ces enjeux socio-économiques majeurs, et prévenir de l'obsolescence des compétences des salariés, la branche du bricolage a constitué sa liste de certifications professionnelles éligibles à la « Pro-A » à partir de quatre grandes familles de métiers stratégiques dans le commerce pour lesquels le renforcement et l'acquisition de compétences nouvelles sont nécessaires :

- la vente : employé de commerce/vendeur, conseiller vente/manager d'un point de vente, responsable de magasin/animateur de réseau ;
- la logistique et la sécurité : agent logistique, préparateur de commandes, réceptionnaire/responsable d'équipe logistique/responsable d'exploitation logistique/responsable qualité sécurité environnement ;
- le merchandising : Responsable Merchandiser/Visual Merchandiser/Merchandiser ;
- la Data et les systèmes informatiques : UX Designer/Data Analyst, Data Miner/développeur/Analyst Test et validation/administrateur d'infrastructures/systèmes et réseaux.